CHAPITRE 3 : LE CITOYEN

SECTION 7 : LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

Question vaste qui touche plusieurs disciplines juridiques :

- Droit public et Science politique, quant au débat sur la libT Ass° en tant que liberté publique.
- Droit civil, car les instruments de la libT d'ass° sont le contrat, les règles relatives au patrimoine.
- Droit économique, l'ass° est devenue un groupement intervenant dans l'économie.

TEXTES :

- DUDH 1948
- CEDH 1950

1) libT d'ass° & libT politique - HISTORIQUE

Lien avec la libT de réunion, qui depuis l'Antiquité est vue avec réticence par le pouvoir politique. L'ass° tend à constituer un « corps intermédiaire » exerçant un contre-pouvoir, empiétant sur les prérogatives de l'exécutif. A priori, les finalités d'un groupement inquiètent le pouvoir (ex: les Clubs pendant la révolution).

RMQ : mêmes les groupements philanthropiques peuvent s'avérer gênants, montrant au gouvernement des lacunes dans le traitement social.

Idem pour les ass° professionnelles, développant le corporatisme à l'encontre de la libT d'entreprendre.

Des problèmes ont toujours été posés par la libT d'ass° :

Au Moyen-Âge, l'Église avait favorisé les « confréries » (=des oeuvres charitables) et les corporations professionnelles ; le pouvoir royal dès la Renaissance a voulu reprendre le contrôle sur les corporations avec

- **Ordece de Villers Cotterets – 1539 – François 1er** (interdiction des monopoles corporatistes)
- **Edit d'Aguessau – 1749** (soumission des groupements à autorisation royale, par une « lettre patente »)

RMQ : en **1798**, la libT d'ass° n'apparaît pas dans la DDHC, réticence des rédacteurs, hostilité même avec la condamnation des « corps intermédiaires ».

mais **Décret des 13 et 14 novembre 1790** : « les citoyens ont le droit de s'assembler paisiblement et de former entre eux des sociétés libres »

puis **Loi Le Chapelier – 14-15 juin 1791** : interdiction des associations ouvrières

Loi du 18 août 1792 : interdiction des confréries (& sociétés de secours mutuel)

enfin **Loi du 7 thermidor an XI** : interdiction des clubs politiques

Pénalisation dans le code pénal de 1810 de l'ass° de plus de 20 pers. non agréée par le gouvernement. (**Art. 291 CP**)

Révolution de 1948, même histoire, avec libéralisation par l'idéal révolutionnaire (libT d'ass° in **Constitution du 4 nov. 1948** !) et **loi du 18 juin 1849** qui permet au gouvernement d'interdire un groupement « dangereux ».

Enfin **loi du 21 mars 1884** : libre création des syndicats professionnels

& **LOI du 1er JUILLET 1901** instaure la libT d'ass°. = disparition de l'autorisation préalable (sf pour les congrégations) et abrogation de l'art. 291 du CP.

RMQ : brefs retour en arrière, avec l'autorisation des dissolutions administratives des ligues en **1936** & régime de l'Etat Français en **40** qui instaure de nouveau l'autorisation préalable.

In **Constitution 1946 & 1958**, aucune mention de la libT d'ass°

mais consécration in **CC – 16 juillet 1971** - « **LIBERTÉ D'ASSOCIATION** » la libT d'ass° est reconnue comme un PFRLR.

=> la libT d'ass° devient une véritable libT politique.

2) LibT d'ass° & LibT Juridique

C'est la libT juridique qui est consacrée in **loi 1901**. = « *l'ass° est une convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, de façon permanente, leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est régie quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicables aux contrats et aux obligations.* » - **Art. 1.**

la libT d'ass° s'entend donc comme fondée sur la libT contractuelle telle que définie par le Code Civil.

RMQ : il y a une seconde libT juridique dans la **loi de 1901** : celle de l'autonomie du patrimoine.

Art. 2 : capacité juridique distincte de celle des membres

Art. 6 : droit d'acquérir, de posséder, d'administrer des biens meubles & immeubles.

=> Constitution libre de l'ass° et exercice libre de l'activité choisie.

3) LibT d'ass° & libT économique

Le CC a admis que le fait d'exercer, pour une ass° des activités lucratives est lié à la libT d'ass° (**CC – 25 juillet 1984**)

Plusieurs finalités peuvent être ainsi recherchées, ne plus dépendre des financeurs, objectif social...

=> réalité économique, notamment visible avec la création de « l'économie sociale ».

Plusieurs facettes à ce principe, mais c'est une libT à double visage :

- c'est une libT individuelle (I])
- et une libT collective (II])

I] LibT d'ass°, libT individuelle

I-1] LibT d'adhérer

Attention, l'ass° n'est pas ouverte à tout le monde. LE CONTRAT PRIVE L'EMPORTE SUR LA LIBERTE PUBLIQUE.

LibT d'adhérer = interdiction des discriminations (Art. 225-2 CP)
AINSI, les modalités d'adhésion doivent être inscrits dans les statuts
ET les stauts ne doivent pas être discriminatoires.

MAIS l'adhésion suppose la capacité de contracter => Quid des mineurs et incapables ?
Loi 1901 est muette.

MAIS Art. 15 CONVENTION INTERNATIONALE SUR LES DROITS DE L'ENFANT 26 janvier 1990 affirme « une liberté d'ass° et de réunion pacifique » (lien avec leur libT d'expression) pour les mineurs. La jpce a pu considérer que l'adhésion est un acte de la vie courante, dès que le mineur n'a pas la responsabilité d'actes de gestion. Sinon, Il y a un droit d'opposition des parents.

& Art. 20 de la Loi du 4 mars 2002 relative AUX DROITS DES MALADES admet que ces derniers adhèrent à des ass° qui peuvent ensuite les représenter.

I-2] LibT de ne pas adhérer ou de sortir de l'ass°

- Ccass – Civ. 23 février 1960

Aucune disposition d'ordre privée ne peut imposer l'adhésion à une association.

Mais il y a en France des ass° pour lesquelles le législateur prescrit une adhésion obligatoire. (RMQ :

uniquement le législateur, si obligation par décret, annulation. CE 21 octobre 1988.
exemple : Association Française des entreprises de crédit et des entreprises d'investissement. = système d'assurance obligatoire.
Idem : Caisse Nationale des Barreaux Français, liée à la mutualisation des risques professionnels.

RMQ : LA CHASSE.

Loi Verdeille du 10 juillet 1964 imposait aux propriétaires d'unité foncière < 20 Ha étaient membres de droit de l'ass° de chasse communale agréée.

MAIS CEDH – 29 avril 1999 – Mme CHASSAGNOU et autres
l'adhésion forcée dans ce cas est c/R à la libT d'ass°.

- => Art. 14 de la loi du 26 juillet 2000 relative à la CHASSE instaure un droit à ne pas adhérer.

Art. 4 de la loi du 1er juillet 1901 : la sortie de l'ass° est en principe volontaire.
Véritable droit de retrait réaffirmé par la Ccass Civ. 1Ère, 23 février 1960. (association de copropriétaires)

RMQ : des clauses statutaires peuvent prévoir des modalités d'exclusion.

I-3] LibT de participer à la vie de l'ass°

PBM du droit de vote en AG.

Reconnaissance par la Ccass de la distinction entre adhérents et « membres actifs ». Le droit de vote peut être réservé à une seule partie des membres.

RMQ, dans une société, le droit de vote ne peut être supprimé que par une loi (cf. actions de préférence sans droit de vote in Ccomm. L.228-11

II] La LibT d'association, libT collective

II-1] LibT de constitution.

PRINCIPE :

LibT politique reconnue comme un PFRLR par CC – 16 juillet 1971 – LIBT D'ASS°

RMQ c'est suite à mai 68, le gvt souhaitait faire passer une loi soumettant la constitution à une autorisation administrative préalable qd activités dangereuses pour l'OP. => inconstitutionnalité.

Art. 2 Loi 1901 : « les ass° de pers. pourront se former librement, sans autorisation ni déclaration préalable. »
MAIS déclaration à la préfecture nécessaire pour obtenir la personnalité morale. (Art.5)

LIMITES :

- Il y a des « catégories particulières d'ass° » justifiant une législation particulière. RMQ plus ou moins restrictives d'ailleurs.
- Respect des principes contractuels => un acte unilatéral ne peut créer une ass°, c'est une pluralité de membres ayant un intérêt commun.

RMQ, PBM pour les ass° parapubliques EX : lorsqu'un conseil municipal crée une telle ass°, surtout pour échapper aux règles de la comptabilité publique. => ass° fictive.

ATTENTION : même pour une ass° fictive, l'adm° ne peut refuser la déclaration, le contrôle est a posteriori

- soit action en annulation devant le j. civil
- soit action en requalification devant le j. admif (Art.7 loi 1901)
- soit action au pénal (Art. 131-39 CP)

- Dissolution administrative par décret possible pour les milices privées, les groupes de combat, ass° provoquant à la haine raciale (Art. 1er loi du 10 janvier 1936)

RMQ, disposition non contraire à la CEDH in CE – 16 octobre 1992 – BATTISTI.

II-2] LibT de but et d'objet

- BUT : Définition négative : ass° « dans un but autre que de partager des bénéfices » = distinction avec la société.

Mais possibilités :

- de rémunérer ses membres, voire ses dirigeants pour des missions accomplies (ce n'est pas un partage des bénéfices)
- de récupérer les apports initiaux, si prévu in STATUTS
- dévolution des biens à une autre pers. morale (sf si composition par des membres de l'ass°, sinon = partages des bénéfices en deux temps)
- réaliser des bénéfices : ce n'est pas forcément un organisme « sans but lucratif »

- OBJET, activité, tout est en principe possible, l'ass° peut intervenir dans tous les domaines de l'économie.

RMQ, elle peut faire des actes de commerce à titre habituel, même si la Ccass hésite à qualifier une ass° « d'entreprise commerciale » qd l'activité ne prime pas dans les STATUTS.

LIMITES :

- Art. 3 loi 1er juillet 1901 : objet licite, légal & moral. C'est l'art. 6 du Cciv.

EX : qd le but de l'ass° est de contourner une loi impérative, ass° pour les mères porteuses, Ccass Civ. 13 décembre 1989 (annulation)

- Les agréments préalables, proviennent également des activités envisagées lors de la constitution. EX : ass° chargées de missions de service public...
- Qd l'exercice de l'activité est soumis par le législateur à une forme spécifique, sociétale par exemple, voire un capital minimum. EX : Banques...